

COMPTES RENDUS

Valentine LOMELLINI, *Il «Iodo Moro». Terrorismo e ragion di Stato 1969-1986*, Editori Laterza, 2021, XII-210 pages.

L'expression «Iodo Moro» est difficile à rendre en français. On traduit en général par «pacte Moro», mais on pourrait comprendre aussi «l'arbitrage Moro», ou «la jurisprudence Moro». Il s'agissait de l'attitude à observer à l'égard des terroristes du Moyen Orient : Aldo Moro, grand dirigeant de la Démocratie chrétienne italienne, partisan du « compromis historique » avec le PCI, président du Conseil en 1963-1968 et en 1974-1976, assassiné par les Brigades rouges en 1978, aurait établi que ces terroristes ne seraient pas inquiétés sur le territoire italien, à condition de n'y commettre aucun attentat, et ce même pour leurs activités financières liées au terrorisme ou leurs transports d'armes et d'explosifs.

Il s'agit d'un ouvrage essentiel, reposant sur une considérable documentation, à commencer par les archives officielles de l'Italie, de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Union européenne, et de nombreuses fondations. Malgré des règles de consultation strictes, il est étonnant de voir ce que l'auteur a pu glaner. En outre, elle a les moyens de faire parler ses documents, grâce à une considérable culture historique et politique qui lui permet de remettre les différents événements en perspective et de relier entre eux des enchaînements à première vue indépendants.

Le présent ouvrage est centré sur l'Italie, mais Mme Lomellini travaille sur un prochain livre élargissant son sujet à l'ensemble de l'Europe. Le terrorisme moyen-oriental contemporain naît à la suite de la Guerre des Six Jours en 1967. Il déborde largement sur l'Europe, parce que les militants des mouvements palestiniens et leurs alliés s'y livrent à un combat sans merci avec les agents israéliens, parce que le continent sert largement de base arrière aux opérations terroristes, et parce que certaines de celles-ci s'y déroulent (comme l'attentat lors des Jeux olympiques de Munich en 1972, moment clé). Mais la date de référence pour les Italiens reste la série d'attentats meurtriers commis le 17 décembre 1973 à l'aéroport de Fiumicino (attaque de l'aéronef et de deux avions, avec des dizaines de morts).

L'Italie (mais cela vaut aussi pour ses partenaires européens) se trouve concernée à plusieurs niveaux : un problème de sécurité face aux attentats et aux menaces d'attentats et de retombées du conflit israélo-palestinien ; un problème de politique méditerranéenne, car certains Etats soutiennent les mouvements terroristes, en particulier la Libye, d'importance particulière pour Rome ; un problème de coopération au sein de la CEE (c'est à propos du Moyen Orient que commencera vraiment la « collaboration politique » au sein de la

CEE, avec un volet sécuritaire beaucoup moins connu mais que l'auteur nous découvre) ; le tout dans un contexte de crise pétrolière et aussi d'opposition Est-Ouest. Et sur fond de profonde crise du système politique italien à partir de la fin des années 1960, car il ne répond plus aux aspirations d'une société en pleine évolution et se trouve attaqué par une opposition violente, recourant parfois elle aussi au terrorisme, à l'extrême droite comme à l'extrême gauche (dont l'assassinat d'Aldo Moro montera la virulence). C'est cet *imbroglio* que dénonce l'auteur.

Les autorités réagissent à partir de schémas de pensée pas toujours adéquats ou simplificateurs (comme la question complexe de l'influence soviétique sur le terrorisme moyen-oriental). Sans compter évidemment de nombreuses manipulations et chausse-trappes de politique intérieure... Typologie complexe, qu'éclaire avec précision et rigueur l'auteur.

De façon générale, les responsables italiens et européens manœuvrent entre la volonté de faire respecter leur territoire national et de lutter contre le terrorisme, et des réalités complexes : la difficulté pour des Etats de droit de lutter contre des organisations terroristes, la position ambiguë des Etats arabes, la volonté de préserver leurs intérêts au Moyen Orient (les intérêts italiens, la « politique arabe » de la France), la nécessité d'un minimum de collaboration européenne. Et aussi des opinions publiques (ou du moins leurs secteurs les plus militants) souvent polarisées entre le soutien à Israël et le soutien à la cause palestinienne.

Les équations à multiples inconnues comportent de nombreuses solutions. Certains pays européens ont tendance à faire le gros dos, comme la RFA après Munich ou l'Autriche après la prise d'otages de Vienne, à l'occasion d'une réunion de l'OEPE en décembre 1975. D'autres se montrent plus fermes dans le discours, comme la France, mais pas toujours autant dans les faits (l'un des grands mérites du livre est d'entrer dans le détail d'affaires dont on n'a souvent qu'une vision trop « journalistique »).

Le « lodo Moro » commença à faire l'objet de supputations et d'accusations de la part de la Presse et du monde politique, à la suite de l'arrestation à Ostie, en septembre 1973, d'un commando de cinq ressortissants de pays arabes équipés de missiles qu'ils se proposaient d'utiliser contre un avion de ligne israélien. Certains avaient été mis en liberté provisoire, alors, firent remarquer les partis de l'opposition de droite au moment de l'attentat de Fiumicino en décembre suivant, que le territoire italien n'était de toute évidence pas à l'abri ? Le gouvernement avait-il conclu un accord secret avec l'OLP palestinienne, dans le prolongement de sa politique « pro-arabe » ?

Mais qu'en fut-il exactement ? L'auteur note des indices et des soupçons sérieux allant dans ce sens, mais n'a pas trouvé de preuve formelle dans les archives italiennes accessibles. Mais Mme Lomellini estime nécessaire de sortir d'un cadre trop italo-centré : beaucoup de pays européens sont confrontés au même problème, et la question n'a finalement de sens, à un niveau politique et pas seulement policier, que dans le cadre européen, alors justement qu'une coopération politique très tâtonnante tente de se mettre en place.

Dans certains cas, comme celui de la RFA, un accord secret avec l'OLP a souvent été soupçonné (p. 52sq). Mais les archives italiennes permettent d'apporter un éclairage sur un aspect essentiel de ce complexe : la Libye, devenue progressivement le principal appui des terroristes. En 1985 les services de Giulio Andreotti, alors ministre des Affaires étrangères, aboutirent à la conclusion que si des contacts avaient certainement eu lieu entre Bonn et Tripoli, aucun accord formel n'avait été conclu (j'ajouterais pour ma part qu'une monographie centrée sur la réévaluation de l'importance du rôle international de la Libye, y compris sur les plans pétrolier et financier, serait fort utile...).

En revanche, d'après les sources françaises, l'existence d'un accord formel entre l'OLP et la France en 1972 est désormais avérée (pp. 53-54). Par contre, les relations entre Paris et Tripoli, bonnes sous le président Pompidou, se dégradèrent fortement sous Valéry Giscard d'Estaing, avec des conséquences géopolitiques jusqu'au Tchad et de nouveaux attentats sur le territoire français. J'ajouterais que du point de vue français les tentatives libyennes de fusion avec la Tunisie ne pouvaient apparaître que comme très inquiétantes pour tout le Maghreb, pour le Maroc et aussi pour l'Algérie, dont le président, Boumediène, était très en garde contre Kadhafi : on n'était plus dans la constellation du début des années 1970 et pour pouvoir rester en bons termes avec Rabat et améliorer ses rapports avec Alger, Paris devait se montrer ferme face à Kadhafi).

Si on remplace le cas italien dans le contexte européen d'ensemble, on constate que le « lodo » a commencé de façon informelle en 1969, et s'est poursuivi de façon plus formalisée à partir de 1974. La présidence du Conseil, le ministère des Affaires étrangères, celui de la Justice, les magistrats, les services secrets furent tous impliqués, selon des modalités pouvant évoluer dans le temps. En fait, au lieu d'un « lodo Moro » on pourrait aussi bien parler d'un « lodo Italia ». En même temps les autorités italiennes, parfois mises sur grill par un parlement curieux et actif, se rendaient bien compte des difficultés de toute nature que comportait cette ligne, qui en outre se heurtait aux considérables divisions au sein du monde palestinien.

Pour essayer de donner un peu de cohérence à cette politique complexe, et en accord d'ailleurs avec les orientations des partenaires européens, Rome essaya de couper l'herbe sous le pied des terroristes en développant le dialogue avec les pays arabes « modérés ». Malgré de nombreuses déceptions, le « lodo » fut encore renforcé, au moins dans les faits, à partir de 1976 et encore plus après l'assassinat de Moro.

Comme conclut l'auteur, cette histoire tragique et complexe est une illustration de la difficulté, pour des pays démocratiques, d'interpréter et d'appliquer la Raison d'Etat en fonction de leurs objectifs internationaux, quand des organisations non-gouvernementales ont recours au terrorisme, et qu'en outre elles sont soutenues par certains Etats (le problème de l'attitude de l'URSS aurait pu être davantage développé) et par une frange de l'opinion nationale. Mais rarement la démonstration en aura été faite avec autant de clarté et de rigueur.

Georges-Henri SOUTOU